

## **Boko Haram, une situation de pauvreté des populations déplacées : Cas des sites de la Commune urbaine de Diffa**

### **[ Boko Haram, a situation of poverty of the displaced populations : Case of the sites of the Urban Commune of Diffa ]**

*Hassoumi DJIBO*

Département socio-économie agricole et des sciences de la consommation, Maître-Assistant du CAMES, Université Boubacar Ba de Tillabéri BP. 175/ Tillabéri, Niger

Copyright © 2019 ISSR Journals. This is an open access article distributed under the *Creative Commons Attribution License*, which permits unrestricted use, distribution, and reproduction in any medium, provided the original work is properly cited.

**ABSTRACT:** What is the place of the displaced victims of Boko Haram in the society of Diffa? This research question is supported by the hypothesis that the conflict engendered by Boko Haram is fueling poverty in the Diffa region. The main objective of this study is to demonstrate the level of assistance provided by humanitarian workers to the displaced. The study was conducted following a field survey in the accommodation sites of the victims of the conflict. The results of the study reveal that the conflict has left the displaced in an emergency situation and requires the participation of all.

**KEYWORDS:** conflict, Boko Haram, displaced, poverty, Diffa, Niger.

**RÉSUMÉ:** Quel est la place des déplacés victimes de Boko Haram dans la société de Diffa ? Cette question de recherche est secondée par l'hypothèse selon laquelle le conflit engendré par Boko Haram stimule la pauvreté dans la région de Diffa. L'objectif principal de cette étude est de démontrer le niveau de l'assistance réalisée par les humanitaires auprès des déplacés. L'étude a été effectuée suite à une enquête de terrain dans les sites d'hébergement des victimes du conflit. Les résultats de l'étude révèlent que le conflit a entraîné les déplacés dans une situation d'urgence et qui nécessite la participation de tous.

**MOTS-CLEFS:** conflit, Boko Haram, déplacés, pauvreté, Diffa, Niger.

## **1 INTRODUCTION**

Boko-Haram est un groupe des djihadistes qui prend forme à partir de 2002 dans le Nord du Nigeria (Maiduguri). Dans les années 90, les états du Nord Nigéria a voulu mettre en place l'application de la Charia. Cette tentative de rendre la région plus islamisée a favorisé l'émergence de l'extrémisme religieux chez les ménages. Il convient de noter que Les stratégies de la secte sont axées sur les enlèvements des personnes (particulièrement des jeunes). Petit à petit, le groupe est arrivé à réunir les moyens financier, matériels et humaines afin de mettre en place un arsenal militaire.

L'insécurité, créée par Boko Haram dans les pays frontaliers du bassin du lac Tchad a entraîné des déplacements forcés des populations tant transfrontalières que celles qui se trouvent à l'intérieur du Niger. Ces déplacements abordés dans cette étude concernent surtout la région de Diffa, au sud-est du pays. En 2017, on y dénombrait 106 100 réfugiés et 14 500 retournés nigériens. Ces populations vivent majoritairement dans des sites, situés le long de la route nationale n°1 (RN1) qui mène au Tchad. Les attaques de part et d'autre de la frontière continuent de constituer une menace sécuritaire et suscitent des préoccupations des ONGs internationales en termes de protection d'urgence. C'est la raison pour laquelle, plusieurs acteurs humanitaires interviennent non seulement pour atténuer les risques, prévenir les incidents mais également répondre aux

besoins des populations rendues économiquement vulnérables. Connue pour ses potentialités dans le domaine de l'agriculture, l'élevage et la pêche, la région est dépourvue actuellement de ses terres cultivables sur lesquelles sont produits les produits maraichers et rizicoles. Dore et déjà la raison pour laquelle les populations fuient les hostilités pour se réfugier dans la ville de Diffa même si les conditions de vie y sont encore plus difficiles.

Pour la réalisation de ce document, nous verrons dans un premier temps la problématique de l'étude. Nous verrons ensuite les matériels utilisés ainsi que la méthode appliquée à ce travail. Dans la mesure du possible nous aborderons dans un troisième temps les résultats obtenus.

## 2 PROBLÉMATIQUE

Les raisons de l'émergence de la secte sont multiples et variées : occupation et domination des pays de la sous-région, dégradation des mœurs engendrées par la mondialisation, paupérisation de la population, recul du sentiment nationaliste, incitation au gain facile, etc. Il convient de rappeler qu'il a fallu treize ans pour que la secte élargit son champ de bataille pour s'éteindre sur le Tchad, le Cameroun et le Niger (on enregistre ses premières attaques le 6 février 2015) à travers l'intégration massive des jeunes sans fondement idéologique ni religieux, mais plutôt pour subvenir aux besoins quotidiens. Le chômage peut être pris comme principal accélérateur du phénomène avec le recrutement des jeunes combattants. A cela s'ajoutent les ressources pétrolières de la zone qui constituent une convoitise pour la secte et les pays étrangers (surtout la Chine). Compte tenu du fait que Diffa soit une région stratégique pour beaucoup de pays, une force multinationale a été rapidement mise en place pour contrer les hostilités qui ont déjà entraîné près de 127 300 personnes déplacées internes. La commune urbaine de Diffa ne s'est pas échappée du flux des victimes des combats perpétrés dans la zone (15 300 déplacés). Il faut retenir que cet afflux massif n'est pas sans conséquences sur la vie socio-économique, et culturelle de la région, et attire l'attention des structures Humanitaires : d'où l'intérêt de la présente étude qui porte sur *Boko Haram, une situation de pauvreté des populations déplacées : Cas des sites de la Commune urbaine de Diffa*

## 3 METHODE ET MATERIELS

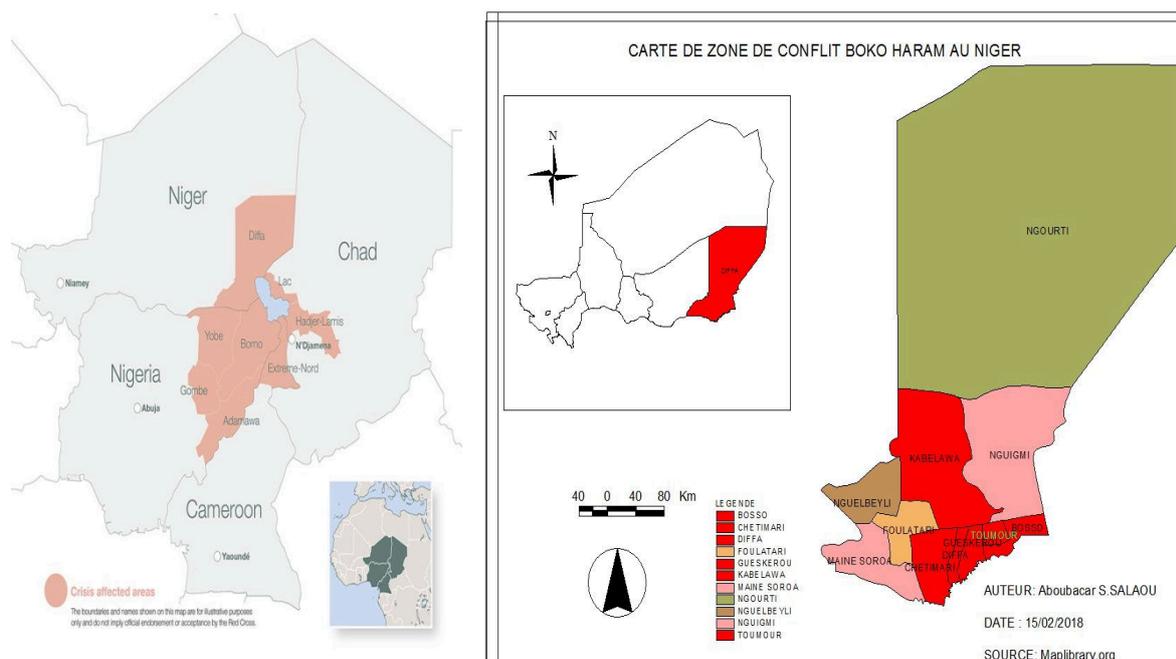
Les sites cibles sont choisis sur la base d'informations faisant état de l'impact de la crise sur un grand nombre de ménages déplacés internes de la commune urbaine de Diffa. Ils sont choisis de manière à garantir non seulement une représentativité adéquate des ménages déplacés internes mais aussi, leur accessibilité au regard des consignes sécuritaires. Dans chaque localité choisie à savoir les sept (7) sites de notre étude, nous avons réalisé 2 focus groupes (Hommes et Femmes) sur une population totale des déplacés internes de 5181 personnes 1061 ménages, dont 14 personnes par focus group. Au total, le focus group a concerné alors 196 personnes et 21 enquêtés par un guide d'entretien.

**Tableau 1. Population enquêtée**

Sites	Nombre des femmes	Nombre des hommes	Total
Ajimeri	19	16	35
Dubaï	14	14	28
Festival	20	6	26
Kayawa	20	14	34
Awaridi	12	16	28
Diffa Koura	19	20	39
Sabon carré	12	15	27
Total	116	101	217
Pourcentage	53,45%	46,55%	100%

*Source : enquête de terrain, (septembre, 2017)*

En plus de la méthode quantitative qui a permis de vérifier l'hypothèse posée, nous avons fait recours à la méthode qualitative pour recueillir les informations complémentaires. Il convient de noter que le questionnaire et le guide d'entretien sont les principaux outils au moyen desquels les données ont été recueillies. Les focus et le questionnaire ont été administrés sur support papier. Quant à la zone d'étude, elle constitue la frontière entre le Niger, la république fédérale du Nigeria et le Tchad. La Région de Diffa se situe dans la partie Est du Niger. Le choix portant sur la commune urbaine de Diffa n'est fortuit. Car, elle constitue un cadre d'accueil de la plupart des personnes déplacées internes.



**Fig. 1. Carte des zones affectées par le conflit BH figure2 : carte des zones affectées par le conflit BH en Afrique dans la région de Diffa**

Source : IGN.N, Diffa.

#### 4 RESULTAT

Il existe deux modes d'installation de déplacés : famille d'accueil et installation anarchique. Concernant le premier, la population déplacée est accueillie par la population hôte. La proportion de ces déplacés vivant dans les familles d'accueil représente 30% de la population enquêtée. Quant au second, les déplacés sont installés dans des abris ou dans des tentes. Il concerne 70% des déplacés vivant dans la ville. L'arrivée des déplacés dans la commune urbaine de Diffa a provoqué un cosmopolitisme social, qui s'est traduit par un brassage culturel. Cependant, ce type d'installation ne facilite pas l'intégration sociale des déplacés. Kaka Saley, un déplacé du site d'Adjimeri déclare ceci : « Les gens nous jugent mal partout où nous allons. Car selon eux, nous sommes des personnes à craindre. Car, nous sommes des étrangers à leurs yeux même si nous partageons la même culture. Pire, les gens nous traitent de voleurs et nos femmes, des prostitués. Ils nous indexent dès qu'il y'a vol dans le quartier ». Cet échec d'intégration est certainement la conséquence du repli identitaire, la paupérisation de la population hôte, la discrimination ethnique ainsi que l'incompatibilité dans le transfert d'habitudes rurales vers le milieu urbain.

Les résultats de notre enquête révèlent également que 80 % des déplacés n'ont pas accès au système scolaire classique parmi lesquels la majorité a suivi l'école coranique. Il faut noter que seulement 20% de nos enquêtés qui sont alphabétisés. En effet, avant l'éclatement du conflit, la plupart des ménages s'adonnait aux activités agricoles, d'élevage (embouche bovine), ainsi qu'au commerce qui leur procurent des revenus réguliers importants. Actuellement, une grande partie de ces ménages n'exercent aucune activité génératrice de revenus. Il convient de noter aussi, que la moitié des déplacés enquêtés confirment qu'ils survivent exclusivement grâce à l'assistance des actions humanitaires et l'aide des ménages d'accueil, 31% exercent néanmoins le petit commerce (vente de fruits, vente de crédit de recharge et vente de nourriture) et 13 % sont des ouvriers.

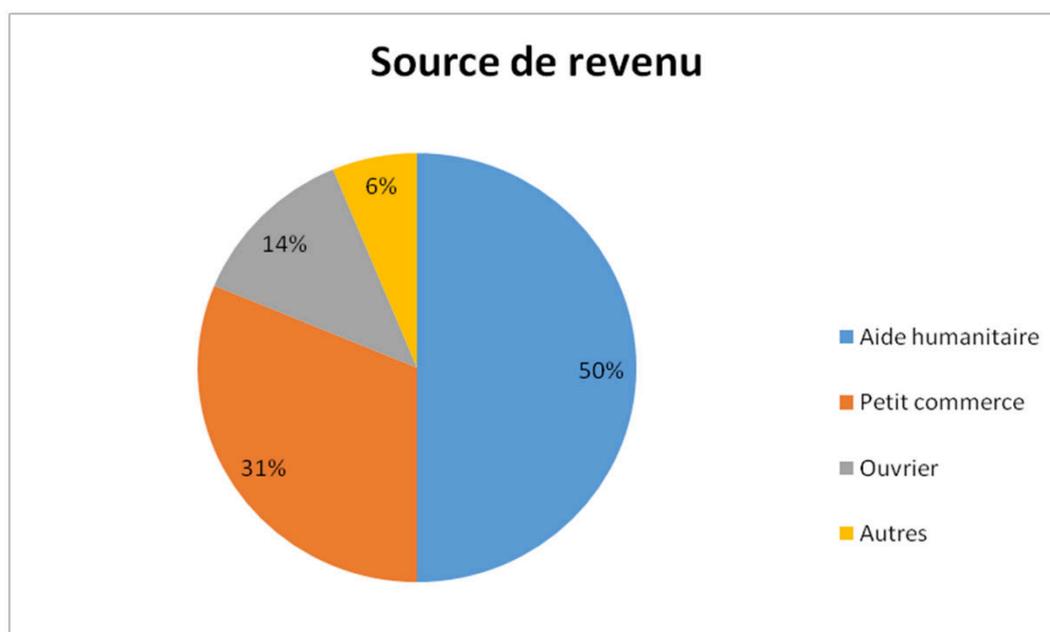


Fig. 2. Source de revenu de déplacés

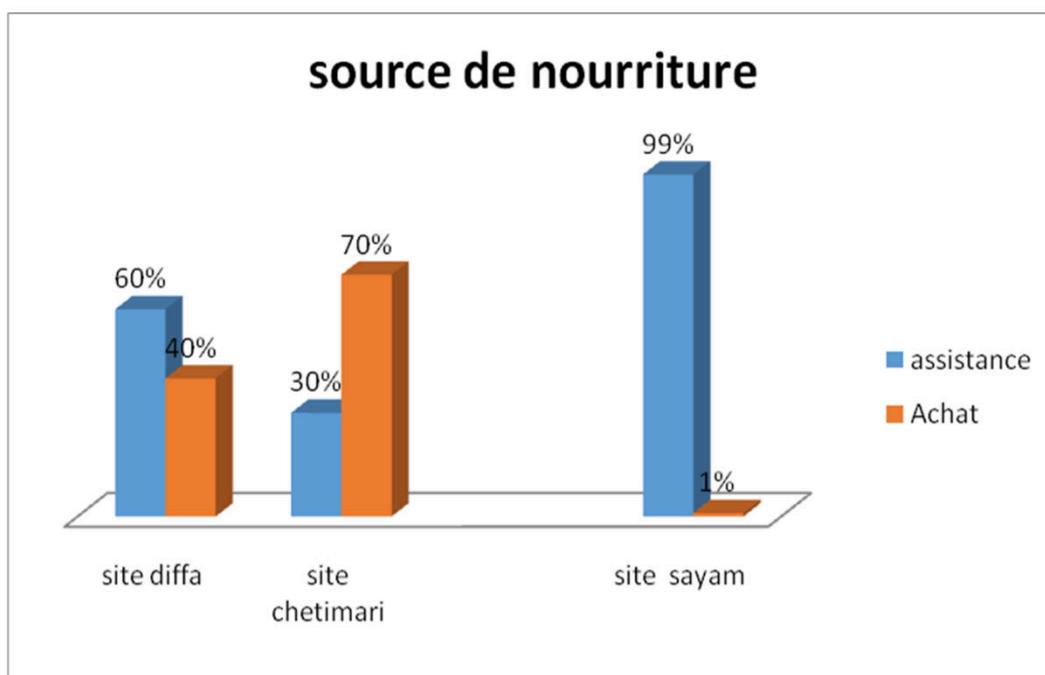
Source : enquête de vulnérabilité/International Rescue Committee/Juillet 2017

Cette dépendance est entraînée par la perte d'emplois et d'autonomie financière leur exposant à une stigmatisation ainsi qu'un risque de dépravation des mœurs. Dore et déjà, les plus jeunes s'adonnent à des pratiques telles que la prostitution, le vol, le trafic de stupéfiants, la mendicité, etc.

Les principales sources d'approvisionnement des produits alimentaires des déplacés proviennent de 75,5% des dons et 24,5% des achats. Du côté des autochtones, ce sont les achats et leurs moyens propres qui constituent les principales sources d'approvisionnement en produits alimentaires. C'est la raison pour laquelle plusieurs structures interviennent pour secourir uniquement les déplacés vulnérables face à la nourriture. Il s'agit du CICR, HCR et le PAM dont son objectif principal est de garantir le droit à l'alimentation et la sécurité alimentaire. Il convient de rappeler que la distribution des vivres s'effectue par mois. Mais, notre enquête fait ressortir deux constats : les nouveaux arrivants tardent de recevoir leurs dotations par manque de recensement ou observent une lenteur dans le processus du recensement. Il convient de noter que les erreurs dans le ciblage des ménages bénéficiaires est un problème majeur qui contribue au déchirement des différentes communautés résidentes.

Une de nos enquêtés révèle que : « Si tu as un différend avec une personne membre du comité sur le site, au moment du ciblage elle profite pour se venger en sautant ta maison, et tu es obligé à regarder les autres qui profitent des dons » (Bagalé Kalloumi déplacé de GaidamTchoukou sur le site de Dubaï). Ces comportements des personnes en charge de la distribution créent des rixes dans les sites. Il faut noter que le manque de diversité des rations est un autre problème d'une grande envergure. Car, les produits laitiers et ceux à base de viande sont absents alors que l'on ne peut ignorer leur importance dans l'alimentation.

Dans certains sites on constate que l'assistance ne couvre pas totalement le besoin en alimentation. Au niveau du site de Awaridi par exemple, les déplacés dépendent complètement de l'assistance alimentaire par manque de ressource financière, d'opportunités de travail et d'accès à la terre.



**Fig. 3. Source de nourriture par site**

Source : Enquête sur la sécurité Alimentaire/IRC/Juillet 2017

Cette figure illustre que la majorité des déplacés dépend de l'assistance pour répondre aux besoins quotidiens (alimentaires et non alimentaires) de leurs familles. Ils sont plus nombreux dans le site Soyam où ils sont les exposés à l'insécurité alimentaire. 90% de ces derniers sont pris en charge par les ONGs. A Diffa Koura aussi, la proportion des déplacés pauvres atteint jusqu'à 60% de la population. Cependant, la tendance est renversée à Chatimari avec 70% qui se prennent en charge contre seulement 30% qui vivent dans l'assistanat. Il convient de noter que les déplacés qui vivent dans l'insécurité alimentaire ont des familles nombreuses et la quête de la survie les entraîne dans des pratiques qui ne riment pas avec leur culture. C'est le cas de la collecte de bois. Cette activité est la principale source d'approvisionnement de l'énergie domestique même si cela contribue à la dégradation de l'environnement. Il ressort de notre étude que certains déplacés sont bien accueillis par les populations autochtones. Ces derniers partagent même les ressources naturelles avec les étrangers (déplacés) qui ont alors libre accès au même titre que les hôtes aux points d'eau, pâturages et aux infrastructures sociales de base (écoles, centres de soin). Certaines organisations humanitaires ont perçu cette bonne cohabitation et prennent en compte des populations hôtes dans les actions humanitaires, surtout en ce qui concerne la distribution des produits alimentaires.

La figure ci-dessous nous montre que la majorité des déplacés ont une durée de séjour de 6 à 12 mois. C'est le cas des sites de Festival et Diffa Koura où plusieurs personnes quittent pour rejoindre leurs villages d'origine. Ce qui montre que les sites constituent un moyen de prise en charge temporaire.

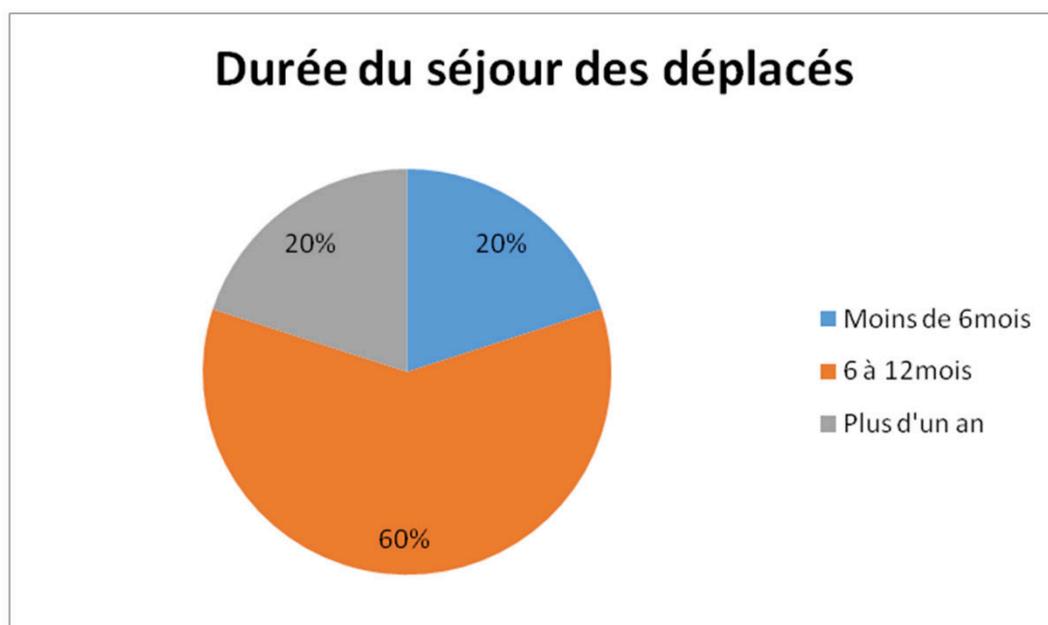


Fig. 4. Durée de séjour des déplacés

Source : enquête terrain

Il faut noter qu'il existe une diversité de partenaires qui interviennent dans des domaines très variés aux côtés des déplacés et dans une certaine mesure aux côtés des populations hôtes. Leurs domaines d'intervention concernent essentiellement l'éducation, l'accès à l'eau potable, l'assainissement, l'habitat et l'alimentation.

Il ressort de cette étude que les sites où résident les déplacés ont une densité de population importante, entraînant la destruction massive de la nature et des conséquences graves pour la santé. La forte croissance démographique conduit à la forte pression sur les services sociaux de base déjà insuffisants. Il faut également noter que ces derniers ont des difficultés à répondre aux besoins des populations comme par exemple la couverture d'accès à l'eau potable, l'électricité, l'hygiène et à l'assainissement. L'augmentation des charges sociales auxquelles font face la population hôte par la prise en charge des populations déplacées contribue à augmenter considérablement la vulnérabilité économique. Par contre, le changement démographique à travers des fortes concentrations des déplacés développe néanmoins l'économie populaire locale. Cependant, la prise en charge de déplacés par les populations locales, entraînant une pression supplémentaire sur les maigres ressources locales et une diminution de revenu par personne.

On constate que malgré la présence des forces multinationales, la situation sécuritaire demeure un défi majeur dans la commune urbaine de Diffa. En effet, cette dernière est confrontée non seulement à un risque élevé de braquage mais également et surtout une persistance des risques terroristes. Cela est influencé par l'infiltration des déplacés par les combattants. La forte concentration de personnes provoque également des grandes quantités d'excréments humains et d'autres déchets qui menacent la santé publique. Ces problèmes sanitaires liés à l'hygiène et à l'aggravation de la crise nutritionnelle, la paupérisation des ménages et la prolifération de réseaux criminels risquent de favoriser le recrutement des jeunes par les djihadistes.

## 5 DISCUSSION

Les déplacés vivent dans des conditions précaires. C'est la raison pour laquelle les humanitaires tentent de venir à leur aide. Contrairement au Nigeria où, les personnes victimes ont peu ou pas accès à l'eau potable, ni aux infrastructures sanitaires et à l'éducation<sup>1</sup>, à Diffa ils ont libre accès aux points d'eau et aux infrastructures sociales de base (écoles, centres de soin). La

<sup>1</sup> [http://www.lepoint.fr/monde/nigeria-inquietudes-sur-le-retour-des-deplaces-de-boko-haram-23-06-2018-2229824\\_24.php](http://www.lepoint.fr/monde/nigeria-inquietudes-sur-le-retour-des-deplaces-de-boko-haram-23-06-2018-2229824_24.php)

différence des conditions de vie des déplacés nigériens par rapport à ceux du Nigéria s'explique d'une part, par la détermination du président nigérien qui s'est mis à l'avant-garde de la lutte contre le terrorisme au Sahel, d'autre part la solidarité entre les nigériens et les efforts consentis par les ONGs nationales et internationales. Il convient de noter aussi que le Niger est le seul pays d'Afrique à se doter d'une loi sur la protection et l'assistance des déplacés internes. Cependant, il faut noter que les déplacés de ces deux pays ont une durée de séjour semblable dans les camps de réfugiés (plus de la moitié dépasse 12 mois dans les camps).

Les conditions de vie des déplacés camerounais sont d'extrême gravité. Ils sont même confrontés à des problèmes de documents prouvant leur nationalité. Ainsi, parmi les dix mille (10 000) déplacés ayant fui les attaques des djihadistes, quatre cent (400) sont menacés de se retrouver en situation d'apatride<sup>2</sup>. Cela montre une nette différence entre les situations des déplacés du Cameroun et ceux du Nigéria et/ou du Niger. Il faut noter que cette aggravation de la situation des déplacés camerounais se justifie par le conflit qui existe entre les anglophones et francophones.

Il convient de notre étude se rapproche de celle de Tatiana SMIRNOVA (mai 2018) qui traite la question des déplacés dans la région de Diffa. Il est vrai que l'auteur a montré dans son document l'implication des ONGs dans la gestion des camps des réfugiés au Niger. Cependant, il existe une différence entre son analyse qui met l'accent sur la genèse du conflit et la nôtre. L'auteur considère que le conflit de Boko Haram est la conséquence de l'absence de l'Etat dans la région. Ce qui est tout à fait contraire aux causes que nous avons abordées et qui sont entre autres : le chômage des jeunes et les ressources pétrolières de la région.

Une autre étude sur les réfugiés tchadiens a révélé que la vulnérable est structurelle : plus de 60% des réfugiés ont moins de 20 ans, plus de deux tiers des ménages de réfugiés sont menés par des femmes, 28% des enfants de 6 à 14 ans ne vont pas à l'école et 20% des foyers ont des personnes avec des besoins spécifiques (mineurs non accompagnés et personnes âgées notamment)<sup>3</sup>. Cependant le même article montre que contrairement à Diffa, où les réfugiés sont majoritairement pris en charge par les humanitaires, au Tchad plus de la moitié des ménages de réfugiés mènent déjà des activités économiques (agriculture, élevage commerce) grâce à leurs propres efforts ou à travers les appuis mis en place par les acteurs humanitaires. L'enquête indique que les réfugiés souhaitent s'engager dans l'agriculture, le petit commerce, l'élevage et les services du secteur informel et souhaitent avoir des appuis dans ce sens.

## 6 CONCLUSION

Cette étude permet de tirer la conclusion selon laquelle le conflit de Boko Haram a détruit les activités des populations de la région de Diffa et créé des déplacés qui vivent dans une situation d'extrême pauvreté. Ce qui a suscité l'intervention des ONG internationales qui leur ont garanti la survie et l'éducation des enfants. Les problèmes auxquels ils sont confrontés sont semblables à ceux des déplacés du Nigéria, mais moins graves qu'au Cameroun où certains vivent dans de situation d'apatride.

---

<sup>2</sup> [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/04/03/au-cameroun-des-deplacés-de-la-guerre-contre-boko-haram-craignent-de-devenir-apatrides\\_5280060\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/04/03/au-cameroun-des-deplacés-de-la-guerre-contre-boko-haram-craignent-de-devenir-apatrides_5280060_3212.html)

<sup>3</sup> <https://tchadinfos.com/tchad/tchad-une-nouvelle-strategie-pour-rendre-autonomes-les-refugies-et-deplacés/>

**REFERENCES**

- [1] Mohamed Yousof (2002), « Le fondateur de BOKO-HARAM », Paris MATCH, 2002.
- [2] Jean-Herve Jezequel (2017), « Boko Haram au sud-est du Niger : les enjeux locaux d'une insurrection régionale », *Symposium International sur la Dé-radicalisation*, Diffa Niger, 2017.
- [3] Hamani Oumarou et al, (2017), « De Boko Haram à la gestion de l'urgence : les reconfigurations socio-économiques dans le Niger oriental », LASDEL, Diffa, Niger, 2017.
- [4] Hamissou ABDOUL-NASSER (2017) « Problèmes environnementaux liés à l'accueil et à l'installation des réfugiés », *Symposium International sur la Dé-radicalisation*, Diffa Niger, 2017.
- [5] Tatiana SMIRNOVA (2018), « Boko Haram et les déplacés dans la région de Diffa au Niger : penser et construire la réponse humanitaire dans un contexte insurrectionnel (2013-2016) », [www.fondation-croix-rouge.fr](http://www.fondation-croix-rouge.fr), mai 2018, 17 pages.
- [6] Zangaou Moussa (1996), « la place de la femme dans les sociétés agro-pastorales de l'ouest sahélien : cas des femmes touarègues dans ce travail », Thèse de Doctorat, soutenue l'Université Paris 10, France.
- [7] [http://www.lepoint.fr/monde/nigeria-inquietudes-sur-le-retour-des-deplaces-de-boko-haram-23-06-2018-2229824\\_24.php](http://www.lepoint.fr/monde/nigeria-inquietudes-sur-le-retour-des-deplaces-de-boko-haram-23-06-2018-2229824_24.php)
- [8] [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/04/03/au-cameroun-des-deplaces-de-la-guerre-contre-boko-haram-craignent-de-devenir-apatrides\\_5280060\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/04/03/au-cameroun-des-deplaces-de-la-guerre-contre-boko-haram-craignent-de-devenir-apatrides_5280060_3212.html)
- [9] <https://tchadinfos.com/tchad/tchad-une-nouvelle-strategie-pour-rendre-autonomes-les-refugies-et-deplaces/>